



Déclaration liminaire au CDAS du 25 avril 2019

Monsieur le Président,

Le gouvernement a validé son projet de loi de transformation de la fonction publique. Le démantèlement des organismes consultatifs de la Fonction publique, la remise en cause des mandats des personnels, le recours massif aux contractuels, l'individualisation de la rémunération sont des attaques sans précédent du statut général des fonctionnaires.

La cohésion sociale, solidaire et redistributive, la neutralité des agents à l'égard des citoyens sont mises à mal. La fracture sociale ne fait que s'accroître.

Des agents en situation de stress dû aux conditions de travail dégradées, avec des évolutions de carrière incertaines, un pouvoir d'achat bloqué, un avenir plus que flou, voilà la réalité à laquelle les agents sont confrontés. L'enquête de l'Observatoire interne du Ministère de l'Économie et des Finances le démontre par des chiffres, là, où les syndicats le crient depuis des mois.

Dans ces conditions, l'Action Sociale doit être plus que jamais présente et venir en aide à tous les agents. Elle doit jouer son rôle de cohésion sociale qu'elle a un peu perdu de vue, avec des budgets à la hauteur des besoins. Mais tel n'est pas le cas. Le budget qui nous est proposé pour 2019, qui plus est, avec une mise en réserve de 5 %, ne tiendra pas ses promesses.

Pour Solidaires Finances, cette instance, comme toutes les autres, est une occasion de rappeler notre opposition à ce projet de loi présenté sans réel dialogue social.